

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 juillet 2022

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2022 - (N° 17)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 977

présenté par

M. Gaultier, Mme Anthoine, M. Dubois, Mme Genevard, Mme Frédérique Meunier et
Mme Périgault

ARTICLE PREMIER

I. – Supprimer l’alinéa 26.

II. – En conséquence, supprimer l’alinéa 28.

III. – En conséquence, substituer à l’alinéa 29 les deux alinéas suivants :

« b) Le 2° du 1 est ainsi rédigé :

« 2° En recettes : les recettes du compte proviennent d’une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée déterminée chaque année par la loi de finances de l’année. » ;

IV. – En conséquence, rédiger ainsi l’alinéa 31 :

« d) La seconde phrase du premier alinéa du 2 est supprimée ; ».

V. – En conséquence, après l’alinéa 32, insérer les deux alinéas suivants :

« f) Est ajouté un 4 ainsi rédigé :

« 4. – Par dérogation, au titre de l’année 2022, les recettes du compte de concours financiers prévues au 2° du VI de l’article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 sont constituées d’une part, des remboursements d’avances correspondant au produit de la contribution à l’audiovisuel public à hauteur de 100 000 000 € et, d’autre part, d’une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée à hauteur de 3 585 003 724 €. ».

VI. – En conséquence, supprimer l’alinéa 33.

VII. – En conséquence, supprimer les alinéas 37 et 38.

VIII. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« X. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la redevance audiovisuelle est présentée comme une mesure destinée à favoriser le pouvoir d’achat des plus modestes.

Toutefois, cette suppression doit être suivie d’un réel projet de financement alternatif.

Si les nouvelles technologies (plateformes...) et les nouveaux modes d’accès à l’audiovisuel, ainsi que la suppression de la taxe d’habitation rendent obsolète la redevance audiovisuelle, il est indispensable d’assurer une ressource dynamique et prévisible, afin de garantir l’indépendance des services de l’audiovisuel public.

Il est donc proposé d’affecter aux sociétés d’audiovisuel public, une fraction de la TVA dans l’attente de la mise en place d’un scénario pérenne de financement.